

**ANNEXE III**

**STRATEGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES**

## STRATEGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES

La présente stratégie de mobilisation des ressources, présentée à l'examen des points focaux lors de leur réunion prévue du 28 novembre au 2 décembre 2011, explore de nouvelles pistes de financement pour que le PAM/PNUE puisse atteindre ses objectifs et améliorer la cohérence, la coordination et la gestion du programme, ces démarches ayant à leur tour un effet positif sur les ressources. L'Annexe I contient une liste détaillée des activités prévues par le programme de travail 2012-2013 et dont le financement n'est pas encore assuré. La présente stratégie a tenu compte des commentaires des Parties contractantes.

### Généralités

Le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) et la Convention de Barcelone, qui en constitue le cadre juridique, ont été adoptés respectivement en 1975 et 1976 sous l'égide du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La Convention a pour principaux objectifs d'évaluer et de contrôler la pollution du milieu marin, de gérer les ressources marines et côtières de façon durable, d'intégrer la protection de l'environnement dans les problématiques de développement socio-économique, de protéger l'environnement marin et les zones littorales, de protéger le patrimoine naturel et culturel, de renforcer la solidarité entre Etats du pourtour méditerranéen et de contribuer à améliorer la qualité de vie dans toute la région. Sept Protocoles complètent et prolongent sous certains angles ce cadre juridique de protection de l'environnement en Méditerranée.

De l'avis général, le PAM/PNUE est un cadre juridique unique en son genre pour le développement des politiques environnementales dans la région. Dépositaire de la Convention de Barcelone, le Programme en coordonne l'application ainsi que celle des protocoles associés. Son rôle historique est largement reconnu et respecté en Méditerranée, aussi bien par les Parties que par d'autres acteurs de premier plan. Clé de voûte des structures de gouvernance environnementale en Méditerranée, il dispose d'un programme au long cours de suivi de la pollution, et se ramifie en points focaux au sein des pays partenaires et en centres d'activités régionaux (CAR) dont l'expertise sert aux pays méditerranéens qui appliquent la Convention et ses Protocoles.

Les 21 pays du pourtour méditerranéen et l'Union européenne (UE) sont les Parties Contractantes à la Convention de Barcelone. Lors de réunions ministérielles semestrielles, elles prennent des décisions sur les stratégies, les programmes et le budget du Programme. Une Unité de coordination, basée à Athènes, se charge des fonctions juridiques et de représentation, facilite le dialogue et coordonne le programme de travail. Six Centres d'activités régionaux techniques et un programme nommé Composantes du PAM aide les pays méditerranéens à s'acquitter de leurs obligations au sens de la Convention et des Protocoles: le MEPOL, en Grèce, est responsable de l'évaluation et du contrôle de la pollution du milieu marin, le REMPEC, à Malte, pour l'intervention d'urgence contre la pollution, le SAC/CAR, en Tunisie, pour la biodiversité et les zones protégées, le PAP/CAR, en Croatie, pour la promotion de la gestion intégrée des zones littorales, le PB/CAR, en France, pour les analyses prévisionnelles en matière environnementale et de développement durable, le PC/CAR, en Espagne, pour la production et la consommation durables et l'INFO/CAR, en Italie, pour les systèmes d'information environnementale.

Le PAM/PNUE est principalement financé par les Parties Contractantes par le biais de contributions statutaires en faveur du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée. Parmi les autres sources de financement il faut citer des contributions volontaires de la Commission européenne et des Parties Contractantes européennes, des organisations du système des Nations Unies, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres bailleurs de fonds *ad hoc*. Le PAM/PNUE peut ainsi compter sur un socle de financement relativement solide et ne dépend pas de bailleurs de fonds externes pour ses activités essentielles. La levée de fonds fait partie intégrante du travail du Programme pour qu'il puisse réaliser tout son potentiel et mettre en œuvre son ambitieux programme.

Le système du PAM bénéficie donc d'une grande expérience en matière de levée de fonds. L'approche au cas par cas, chaque composante du PAM s'efforçant de trouver les ressources complémentaires lui permettant d'atteindre ses objectifs, a néanmoins fait son temps et doit céder la

place à une méthode mieux coordonnée et plus systématique. En 2008, les Parties Contractantes ont approuvé une décision visant à améliorer la coordination, la cohérence et la gestion de programme, ce qui donnera de bonnes bases et facilitera grandement les démarches de mobilisation de ressources. Il est également crucial de travailler à la renommée du système PAM/PNUE et d'unifier ce dernier, comme le recommande la Stratégie d'information et de communication 2010-2015. Il est donc temps de développer une stratégie de mobilisation des ressources dont voici les principaux objectifs :

- ***Assurer un financement et un appui adéquats pour les objectifs du PAM/PNUE, de façon à mettre en œuvre le Plan d'action pour la Méditerranée, comme le prévoit le programme de travail quinquennal.***
- ***Assurer des financements volontaires opportuns, prévisibles et disponibles en temps utile, pour permettre une planification à long terme.***

Pour atteindre ces objectifs, le Programme doit pouvoir utiliser les divers fonds qui lui sont alloués de façon transversale et financer toute une série d'activités, centrales ou spécifiques, définies et classées par priorité dans des plans appropriés et issues d'une démarche coordonnée, stratégique et systématique.

## **MOBILISATION DES RESSOURCES ET RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS**

Les démarches de mobilisation de ressources ne doivent pas rester isolées, mais doivent s'inscrire dans le contexte des objectifs, de la stratégie, des cibles et des activités du Programme. Leur succès dépend de la qualité et des résultats de l'organisation dans son ensemble, de la réputation de ses organes d'administration, de sa direction et de son personnel en termes de valeur ajoutée et de pertinence et d'efficacité de leurs activités. Une telle argumentation exige une collaboration de tous pour justifier la pertinence des plans d'action et du budget, en démontrant la valeur ajoutée et les effets du travail accompli ainsi que la responsabilité financière.

### **Evolutions parmi les donateurs**

Le comportement des bailleurs de fonds s'est profondément modifié au cours des dix à quinze dernières années. Certaines évolutions sont le fruit de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra. Bien qu'à l'origine ces principes aient visé à davantage d'efficacité dans l'aide fournie à des pays, ils ont depuis lors influencé de façon plus générale les politiques des donateurs, et influencent désormais aussi bien l'assistance fournie à l'ONU et aux autres organisations internationales. De plus en plus, les bailleurs de fonds contribuent à des stratégies générales avec davantage de recul, en se fiant aux systèmes de comptes rendus et de responsabilité des organismes bénéficiaires. Les donateurs ont besoin d'objectifs clairement définis, faisant l'objet d'un suivi continu et pour lesquels donateurs et bénéficiaires soient conjointement responsables. De ce fait, ils fournissent souvent leur appui dans le cadre de larges partenariats stratégiques ou d'accords de coopération donateur-bénéficiaire, visant à atteindre des objectifs conjoints. En bref, les donateurs ne se contentent plus de donner de l'argent, ils veulent être des partenaires actifs.

Malgré ces tendances de fond, le financement reste parfois imprévisible car les choix des bailleurs dépendent de considérations politiques internes et externes, des médias, des ONG et des individus concernés. Les politiques, définitions, priorités et obligations de rendre compte varient sans coordination ni normes. Les organisations bénéficiaires doivent par conséquent s'adapter à une mosaïque de politiques et de pratique qui, mises bout à bout, ne forment pas nécessairement un système de financement cohérent.

Confronté à une mosaïque de financements réservés à telle ou telle activité, le Programme ne bénéficie apparemment guère des tendances issues des programmes de Paris et d'Accra. La charge de travail est très lourde lorsqu'il faut s'adapter à une multitude de conditions, de calendriers et de formats différents en demandant des fonds et en rendant compte de leur usage. La planification et la mise en œuvre des activités du programme sont mises à mal par ce manque de visibilité. Le

Programme y consacre des ressources en termes de main d'œuvre, est parfois forcé d'avancer des liquidités et doit toujours trouver des financements correspondant exactement à tel ou tel besoin.

Une approche plus affirmée et plus concertée de la mobilisation de ressources lui permettrait de moins dépendre d'une mosaïque de petits financements éparpillés et déjà affectés et de mieux employer ses ressources dans toutes sortes d'activités au sein du système, y compris en finançant des postes, ce qui allégerait d'autant les contributions du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF).

### **Financement de l'ONU et des autres organisations internationales**

Les gouvernements, surtout ceux des pays industrialisés, sont la principale source de financement de la plupart des organisations de l'ONU, des organisations internationales et des ONG : les dix premiers d'entre eux financent généralement 80% à 95% du système des Nations Unies. Le cercle des donateurs s'élargit lentement au secteur privé, aux économies émergentes et au monde arabe, mais ces recettes sont encore modestes. L'UNICEF est l'exception, un tiers de ses recettes (plus d'un milliard de dollars) provenant du secteur privé. Il s'agit essentiellement d'une multitude de contributions modestes mais régulières, dans le monde entier.

Les fondations sont des entités privées fondées par des individus, des sociétés privées ou des groupes pour allouer des fonds à des organisations et parfois des individus dans le besoin. Elles sont indépendantes, possèdent leurs propres recettes, et fonctionnent selon des critères définis par leurs bailleurs et leurs fondateurs. Elles sont de même nature que les agences d'aide gouvernementales en ceci qu'elles sont faites pour donner de l'argent. On peut donc employer avec ces deux types d'organisations des méthodologies et des approches similaires.

Pour travailler avec des sources de financement du secteur privé autres que des fondations, d'autres approches, d'autres qualifications et d'autres réseaux sont nécessaires. Pour engager des individus, des sociétés privées ou le public en général dans une démarche de donation, il faut savoir où les trouver, comment ils fonctionnent et comment les convaincre. Les différentes composantes du système du PAM/PNUE ont de l'expérience dans la collecte de fonds de la part de donateurs bilatéraux et multilatéraux (essentiellement les Parties Contractantes, le FEM et la CE) et, de façon limitée, de la part de donateurs du secteur privé.

Pratiquement toutes les organisations qui dépendent de financements volontaires consacrent une partie de leurs ressources à la levée de fonds. Les effectifs dépendent de l'ampleur et du type de bailleurs et vont de quelques individus à plusieurs centaines (comme à l'UNICEF). Il faut généralement investir davantage pour lever des fonds auprès du secteur privé qu'auprès de gouvernements ou de fondations.

### **COHERENCE, COORDINATION ET GESTION DE PROGRAMME**

Les donateurs doivent être certains que les activités qu'ils financent ont fait l'objet d'examen et de classement par priorités, de façon à ce que leur contribution soit utilisée avec efficacité. Une gestion de programme solide constitue donc une base essentielle pour toute mobilisation de ressource couronnée de succès. Il est tout aussi important de présenter des descriptifs convaincants pour les activités et les budgets, des rapports de mise en œuvre et d'utilisation des fonds complets.

Des recommandations pour améliorer la cohérence, la coordination et la gestion des programmes, dont plusieurs sont déjà appliquées, figurent dans le document de gouvernance PNUE (DEPI)/MED IG 17/4. Ces éléments sont des conditions essentielles à la mobilisation des ressources, en particulier le cycle planification - mise en œuvre - suivi et évaluation décliné sur les six thématiques principales du plan de travail quinquennal (gouvernance, gestion intégrée des zones littorales, biodiversité, contrôle et prévention de la pollution, consommation et production durables et changements climatiques). Ce plan sur cinq ans ainsi que les plans et budgets bisannuels, plus spécifiques, constituent le cadre dans lequel doivent s'inscrire les démarches, les demandes et les négociations avec les donateurs: tous les fonds extérieurs devraient y correspondre. Ces plans tireraient profit d'un format plus lisible, ciblant les partenaires extérieurs intéressés tout en jouant leur rôle à l'interne. Il serait aussi utile d'y ajouter une description sommaire des objectifs stratégiques et

des orientations du PAM/PNUE. Il répondrait à des questions simples mais fondamentales: que fait l'organisation, comment, quels devraient être ses orientations à l'avenir, quels sont ses besoins pour atteindre ses objectifs. Il faudrait aussi que la stratégie dégage les objectifs principaux, les lignes d'action, les priorités, les résultats attendus et les méthodes employées pour assurer de bons résultats.

Les Plans devraient avoir pour objectif de a) servir de base pour la mobilisation de ressources, b) encourager un financement prévisible et flexible, c) promouvoir une distribution équitable des contributions, d) encourager une plus grande cohérence et une meilleure coordination et e) projeter une image professionnelle de l'organisation.

L'introduction d'un cadre de planification solide, ces dernières années, sera propice aux démarches de mobilisation des ressources du Programme, dans toute sa diversité et sa flexibilité.

## **DONATEURS ACTUELS ET POTENTIELS**

Le PAM/PNUE est financé par les Parties Contractantes par le truchement de contributions ordinaires bisannuelles au sein du MTF. Cette base de financement (environ 5,5 millions d'euros par an actuellement) est solide mais n'a pas augmenté au cours des trois derniers exercices bisannuels en raison du gel des contributions annoncé en 2004. En fait, l'inflation a rogné les fonds pendant cette période, durant laquelle le système du PAM a cependant dû faire face à des exigences croissantes. Les Parties Contractantes se sont mises d'accord à Marrakech en 2009 sur la nécessité de lever cette mesure afin que le Programme puisse accomplir les tâches qui lui incombent. Les crises financières récentes constituent toutefois un obstacle à la réalisation de cette recommandation.

Pour atteindre les objectifs-clés de son ambitieux programme, le PAM/PNUE a donc dû, depuis sa création ou presque, faire appel à des financements complémentaires volontaires. Au total, un tiers des fonds proviennent de contributions volontaires. Certaines Parties Contractantes comme l'Italie, la France, l'Espagne et la Grèce et les pays hébergeant les CAR ont figuré parmi les principaux bailleurs de fonds par le passé. D'autres acteurs tels l'UE et le FEM ont créé des modalités de financement de mieux en mieux dotées pour faire face à des problématiques environnementales de plus en plus pressantes. Ces fonds ont été très utiles au Programme et permis la mise en œuvre durable d'objectifs-clés du Plan de travail sur cinq ans. L'appui est de plus en plus souvent fourni dans le cadre de partenariats stratégiques fondés sur des objectifs conjoints. L'objectif de la présente stratégie est d'élargir le cercle de bailleurs de fonds au-delà des donateurs précités.

Les sources de financement actuelles et potentielles du PAM/PNUE sont :

Les donateurs bilatéraux, essentiellement mais pas exclusivement des Parties Contractantes. Fondateurs et dirigeants du système PAM/PNUE, ils en portent la responsabilité pour l'essentiel, proposent et décident des programmes et s'assurent que les demandes faites au système sont en proportion des ressources mises à sa disposition. Ils montrent l'exemple: leur engagement aux côtés du système permet de convaincre et d'inspirer d'autres donateurs. Bien que la situation financière actuelle limite les fonds disponibles, il ne faut ménager aucun effort pour renforcer la contribution financière de ce groupe de bailleurs de fonds. Les donateurs bilatéraux autres que les Parties Contractantes, bien que ne négligeant pas les questions environnementales méditerranéennes, ont rarement contribué aux activités du Programme.

L'Union européenne (UE) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) Il est probable que l'UE et le FEM restent les principaux bailleurs de fonds du PAM/PNUE dans le proche avenir. Leurs fonds sont disponibles par un financement direct ou par l'intermédiaire d'une série d'initiatives visant à faire pièce à des problèmes ou séries de problèmes environnementaux spécifiques, dont voici quelques exemples. *MedPartnership*, dirigé par le PAM/PNUE et la Banque mondiale, est essentiellement financé par le FEM et appuie des activités de protection de l'environnement marin et littoral en Méditerranée. *Horizon 2020*, créée par l'UE et une coalition de partenaires, vise à dépolluer la Méditerranée par le truchement d'activités tels le renforcement des capacités, la prévention et le contrôle de la pollution et le suivi et le contrôle (notamment par le truchement de systèmes de partage de l'information).

Les donateurs multilatéraux (le PNUD en particulier, ce dernier ayant un bureau dans la plupart des pays relevant du PAM/PNUE) pourraient devenir des partenaires de premier plan. La Banque mondiale a conclu plusieurs partenariats à la faveur d'initiatives telles que le Partenariat du grand écosystème marin de la Méditerranée (intitulé MedPartnership, voir ci-dessus). La composante « Savoir et gouvernance » du programme de développement durable, commun à la Banque mondiale et au FEM, aide directement le Programme. La Banque européenne d'investissement (BEI) et d'autres institutions financières ont créé un groupe pour financer des projets d'investissement en Méditerranée. On pourrait aussi explorer les possibilités de coopération avec la Banque africaine de développement.

Un certain nombre de fondations privées se concentrent sur les questions environnementales, par exemple la Fondation Oak (atténuation des changements climatiques et conservation des ressources marines), la MAVA (conservation et biodiversité) et la Fondation Prince Albert II de Monaco. Il faudrait que le Programme les approche. Il faut aussi envisager de poursuivre la coopération existante avec la Fondation Total.

Le secteur privé, peu mis à contribution jusqu'à présent, pourra l'être une fois que le Programme aura les moyens d'identifier des donateurs potentiels et de gérer ses relations avec eux. Les partenariats avec le secteur privé comprennent un certain nombre de risques et de difficultés dont il faut tenir compte.

#### L'Union européenne (UE)

Le Programme et l'UE ont noué un partenariat étroit et privilégié. L'UE, Partie contractante active à la Convention de Barcelone, est un donateur de premier plan et inspire les politiques dans la région. L'UE développe des politiques environnementales qui contribuent à la mise en œuvre de la Convention de Barcelone dans les législations nationales et les activités des Etats Membres dans toutes sortes de programmes et de systèmes d'assistance techniques pour les pays candidats et en statut de pré-accession dans l'ouest des Balkans. L'UE met des fonds à disposition via :

0. *Des dotations directes*, visant des partenariats stables à long terme avec des organisations internationales sur la base d'objectifs arrêtés en commun. Dans le passé, le Programme a bénéficié de petits montants en dotations directes.
1. *Des appels d'offres*, processus compétitifs gérés directement depuis Bruxelles ou par les délégations de l'UE dans les pays. Cette source de financement profiterait davantage au PAM/PNUE dans le cadre d'une approche plus systématique et mieux coordonnée, de façon à ne pas porter préjudice à ses priorités et en tenant compte de la charge de travail que cela implique.

Le Programme thématique européen pour l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, dont l'énergie (PTERN), qui s'adresse à tous les pays à l'exception des membres de l'UE et des pays industrialisés, est le principal instrument applicable au PAM/PNUE. C'est sous son égide que l'essentiel des fonds européens en dotation directe ont été versés ; c'est également dans ce cadre que, lors d'une réunion de haut niveau en 2010, La CE (qui finance le PNUE sur la base d'un protocole d'accord signé en 2004) et le PNUE se sont entendus sur un programme de travail pluriannuel conjoint, visant à améliorer la prévisibilité et la cohérence des financements européens. Toujours sous l'égide de ce programme thématique, un récent accord entre les deux partenaires sera développé début 2012 et sa mise en œuvre permettra de lancer deux grands projets du PAM/PNUE (approche écosystémique, production et consommation durable).

Parmi les autres instruments de financement thématiques potentiels, il faut citer les fonds régionaux et les fonds pour la recherche. Le fonds pour la recherche (PC 7), auquel le PAM/PNUE a récemment commencé de participer, finance notamment les programmes *Pégase* et *Persée*.

Parmi les principaux instruments de financement à critères géographiques, il faut citer l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), qui couvre les pays de la rive sud de la Méditerranée, et l'Instrument de préadhésion (IAP) qui s'adresse aux pays candidats et en voie d'adhésion dans les Balkans occidentaux et à la Turquie. Ces instruments de financement ont été utiles pour mettre en œuvre des stratégies du PAM/PNUE telle la Stratégie régionale pour la

prévention et l'intervention en cas de pollution par des navires, appuyée par les projets SAFEMED I et II et mis en œuvre par le REMPEC. Toutefois il est question que l'UE modifie ses priorités et s'oriente vers la mise en œuvre directe de programmes de coopération techniques de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA), ce qui mettrait en péril le mandat et les possibilités de financement du REMPEC.

Ces instruments sont essentiellement disponibles sous forme d'appels d'offres. Dans le passé, le PAM/PNUE a concouru en association avec d'autres organisations. Certaines Parties Contractantes se sont inquiétées que ces accords ne portent préjudice à leurs priorités ou à l'impartialité du Programme en favorisant les initiatives de certaines Parties au détriment d'autres, ou du fait que certains CAR s'engagent dans des initiatives de ce type sans que le Secrétariat en assure suffisamment la coordination. Pour répondre à cette préoccupation, lors d'un appel d'offres récent, tout le système du Programme et tous les pays qualifiés ont été invités à participer. Il est aussi inquiétant de voir de nombreuses initiatives, dirigées par leur propre comité, éparpiller la prise de décision et risquer de s'écarter des priorités des Parties Contractantes.

Il faut aussi explorer les pistes ouvertes par la création du récent Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UPM), dont le mandat permet le financement de projets centrés sur la dépollution en Méditerranée.

#### ***Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)***

Organisme de financement indépendant créé par 182 gouvernements en 1991 pour prendre en charge les problématiques environnementales mondiales, le FEM est aujourd'hui le plus important fonds de financement de l'environnement considéré isolément. Il travaille avec les gouvernements, les institutions internationales, les ONG et le secteur privé sur toutes sortes de problématiques environnementales. A l'instar de nombreux autres bailleurs, le FEM a opté pour un mode de financement de programme transversal, en phase avec l'agenda de Paris/Accra qui a encouragé les démarches des pays et des organisations visant à harmoniser, à aligner et à gérer l'aide sur la base de résultats et d'indicateurs mesurables et des évolutions visées. Les domaines d'intervention du FEM ont évolué au fil des ans et une attention considérable est accordée à la Méditerranée, notamment à travers sa zone focale traitant des eaux internationales.

Le partenariat stratégique de l'écosystème marin de la Méditerranée (Medpartnership) est un effort collectif mené sous l'égide du PAM/PNUE et de la Banque mondiale pour réduire à long terme des contraintes environnementales qui pèsent sur les points chauds identifiés par les plans d'action stratégiques (PAS). Cofinancé par le FEM, il mène des activités dans 13 pays à travers 12 agences d'exécution et avec le soutien financier de 48 co-fondateurs. Ce Partenariat s'appuie sur deux composantes complémentaires: La composante régionale dirigée par le PAM/PNUE et le Fonds d'investissement dirigé par la Banque Mondiale. La durabilité est prise en compte en intégrant le projet dans le cadre programmatique juridique et institutionnel du PAM/PNUE. La composante capitalisation et communication du projet vise à promouvoir les meilleures pratiques dans la région et à apporter un soutien aux pays pour leur démultiplication, ce qui contribue concrètement à la mise en œuvre du programme de travail sur cinq ans et à la Stratégie de mobilisation des ressources. Cette complémentarité du Programme Eaux Internationales du FEM, qui traite des questions liées aux eaux transfrontières et du PAM/PNUE, qui facilite la gouvernance environnementale et garantit une mise en œuvre durable des mesures adoptées, est presque sans précédent.

Un nouveau projet du FEM sur la variabilité climatique va démarrer cette année.

#### **RECOMMANDATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DE MOBILISATION DES RESSOURCES**

Les recommandations ci-après, adressées au Secrétariat et aux Parties Contractantes, sont conformes au document de gouvernance. La plupart des recommandations font partie du Programme de travail; toutefois, certaines d'entre elles ne pourront être mises en application que lorsque les ressources correspondantes seront disponibles.

### **Généralités**

- Préparer le prochain programme quinquennal pour la Méditerranée en utilisant une présentation qui permette de partager ce document avec les donateurs. Y inclure une vision et des objectifs clairs.
- Etablir et maintenir par le dialogue, la crédibilité et la transparence des relations professionnelles proches avec les principaux donateurs. Faire vivre les relations avec les bailleurs à travers des contacts informels, des échanges d'informations et des discussions sur le fond et sur les politiques suivies.
- Présenter le PAM/PNUE comme un système intégré et coordonné en phase avec les objectifs poursuivis par les donateurs et partie prenante à des initiatives impliquant plusieurs partenaires.
- Se montrer sélectif en approchant les donateurs : donner la priorité à ceux qui sont en mesure de fournir un financement sans conditions d'affectation trop étroites pour que le PAM/PNUE puisse les respecter. Le financement élargi aide l'organisation à poursuivre sa voie pour atteindre des objectifs généraux, alors qu'une mosaïque de petites contributions de fonds déjà affectés peut se révéler trop complexe à mettre en œuvre voire compromettre les priorités même de l'organisation.
- Tirer pleinement profit de l'appui et de l'engagement des Parties Contractantes et des points focaux pour qu'ils relaient les besoins de financement et le PAM/PNUE auprès de leur gouvernement, auprès d'autres gouvernements et auprès d'autres partenaires, le cas échéant.
- Mettre en lumière qu'il est essentiel que les Parties Contractantes, « propriétaires » du système PAM/PNUE, mettent à disposition des fonds volontaires en plus du fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée.
- Approfondir la coopération avec l'Union européenne, qui reste le plus important donateur du PAM/PNUE, tout en explorant de possibles sources de financements appropriés au niveau de l'UE (voir les recommandations concernant certains donateurs particuliers)
- Examiner la possibilité de mise à disposition de personnel issu des Parties Contractantes et de jeunes professionnels (JPO) issus du PNUE et d'autres organisations du système des Nations Unies.
- Envisager l'introduction d'un appel de fonds sur la base du plan bisannuel afin de fournir aux donateurs une vision complète des buts, objectifs, activités et besoins du PAM/PNUE.

### **Cohérence, Coordination et gestion de programme**

- Accorder une priorité élevée à la mise en œuvre continue et à la documentation des recommandations pour une meilleure cohérence, coordination et gestion de programme comme le demandait le document sur la gouvernance. Cela est essentiel pour toute démarche de mobilisation des ressources.
- Faire de la gestion des fonds des donateurs et des approches une partie intégrante du cycle de gestion du programme.
- Intégrer la mobilisation des ressources dans l'agenda du groupe exécutif pour s'assurer leur coordination et leur appropriation.
- S'assurer que toutes les approches de financement sont guidées par des plans quinquennaux et bisannuels.
- Formuler des plans et budgets dans des formats conviviaux propices à la mobilisation des ressources et prêts à être soumis aux donateurs.
- Compléter les plans avec des grandes lignes stratégiques dans un style narratif indiquant les principaux objectifs, les secteurs d'activités clés, les priorités, les résultats attendus et les stratégies à utiliser pour assurer de meilleurs résultats.
- Mettre en place une approche planifiée et systématique pour les évaluations. Outre leurs évidents avantages à l'interne, les évaluations servent à convaincre les donateurs que le PAM/PNUE est engagé dans l'auto-apprentissage et dans une démarche de progrès.
- Mettre en place des systèmes de comptes rendus dans la mise en œuvre des activités qui répondent aux besoins et attentes des donateurs en termes de structure, de contenu, de transparence et de calendrier. Les rapports de mise en œuvre des activités et d'utilisation des fonds sont aussi importants que les plans succincts et aident les donateurs à convaincre



leurs électeurs que l'argent attribué au PAM/PNUE est bien employé. Un système uniforme de comptes rendus, accepté par autant de donateurs que possible, permettrait d'éviter d'avoir recours à une multitude de formats différents.

### ***Capacité interne et systèmes de mobilisation des ressources***

- Investir dans des capacités engagées pour la mobilisation des ressources, en commençant par pourvoir les nouveaux postes proposés pour la gestion du programme et la mobilisation des ressources. Bien que la situation financière actuelle ne soit guère propice à la création de nouvelles fonctions, sans elles aucune mobilisation de ressources sérieuse et bien coordonnée ne peut être menée à bien. C'est au sein de l'Unité de coordination que ces nouvelles ressources seraient les plus utiles. Leurs principales tâches consisteraient à développer et à mettre en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources, à établir et à maintenir des contacts réguliers et systématiques avec les donateurs, à conseiller le coordinateur et les directeurs des CAR en matière de financement et de relations avec les donateurs, à travailler avec les CAR dans la préparation d'appels de fonds, de soumissions de plans d'action, d'obligations et de rapports sur la mise en œuvre et l'utilisation des fonds, à informer de façon systématique les principaux donateurs au sujet des développements et des activités, à négocier des accords de partenariat et des accords de financement transversaux ainsi qu'à établir et à maintenir des mécanismes permettant le suivi régulier et ponctuel des contributions. Envisager d'affecter du personnel aux centres régionaux pour améliorer la coordination et la coopération entre l'Unité de Coordination et les CAR. Le rôle de l'ECP est important pour guider ce processus.
- Préparer et émettre des directives à l'usage du personnel du PAM/PNUE appelé à travailler à la mobilisation des ressources sur la base de la présente stratégie. Ces directives serviront à clarifier le partage de responsabilités, à partager les canevas de demandes de fonds, les processus de validation et les comptes rendus, permettront le partage d'informations sur des sujets tels que les approches et les retours des donateurs, les indications de financement et les engagements fermes, les affectations de fonds, les conditions et la préparation des documents et des informations financières destinés aux donateurs.
- Préparer des directives spécifiques à la gestion des relations avec le secteur privé. Malgré ses avantages évidents, la coopération avec les entités du secteur privé engagées dans des activités ayant un impact négatif sur l'environnement peut impliquer des risques, notamment des atteintes à la réputation et à la crédibilité de l'Organisation. Le système des Nations Unies comprend nombre d'exemples de directives et de principes sur l'engagement du secteur privé comme les directives d'affaires des Nations Unies et les principes du Pacte mondial de même que des lignes directrices plus spécifiquement développées dans les diverses agences et programmes des Nations Unies et dans les grandes ONG qui travaillent dans le domaine de l'environnement.
- Mettre en place et maintenir un système durable de gestion des contributions volontaires faisant partie intégrante du cycle de planification et fournissant des informations mises à jour sur la situation de financement en regard des budgets. A cet égard, créer un système de suivi à l'échelle du Programme pour enregistrer les engagements, les paiements, les affectations et les comptes rendus et pour améliorer la coordination et identifier les lacunes et les chevauchements.

### ***Recommandations liées à certains donateurs en particulier***

- Approfondir la coopération avec tous les services compétents de l'UE.
- Améliorer les synergies avec d'autres organisations et initiatives de l'UE (c'est-à-dire Horizon 2020 et l'AEE) pour améliorer l'efficacité dans l'utilisation des fonds et éviter les redondances.
- Participer activement à la seconde phase du programme thématique pour l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles (PTERN) pour assurer l'accès aux subventions directes. Mettre la dernière main aux propositions portant sur la production et la consommation durables et sur l'approche écosystémique. Explorer et faire le suivi des sources de financement thématiques additionnelles, en collaboration avec les points focaux, pour l'accès aux fonds disponibles par appels d'offres.

- Développer un système de coordination rapprochée au niveau national entre les points focaux du PAM/PNUE, de MEDPOL et des CAR et les délégations UE ou les points focaux au sein de l'UE, pour aider les Parties à employer les financements européens.
- S'appuyer sur les résultats obtenus dans le cadre des partenariats actuels avec le FEM, lors du lancement d'initiatives telles que les stratégies de capitalisation et de communication et les instruments de financement durable développés pour la mise en œuvre des plans d'action nationaux, adoptés en vertu du protocole-cadre sur la pollution provenant des activités et des sources situées sur la terre ferme.
- Commencer à développer un portefeuille de propositions pour les futurs financements FEM dès que possible, car le processus de demande et de négociations est long.
- Engager des discussions avec la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'UE sur des initiatives régionales permettant d'aller de l'avant en matière d'approche écosystémique. Envisager de démarrer un programme pour étendre les investissements environnementaux dans la mer Adriatique, en complément du programme d'Investissement de la Méditerranée (MeHSIP) du sud, en s'appuyant sur l'intérêt montré par les Parties à avancer dans cette direction. Des initiatives régionales similaires méritent peut-être d'être poursuivies.
- Renforcer et rendre opérationnels les partenariats conclus avec le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, le Centre de Marseille et d'autres partenaires régionaux, en mettant sur la table un programme d'activités intégré du PAM/PNUE
- Explorer les possibilités de financement dans des fondations privées spécialisées dans l'environnement telles que la Fondation Oak, qui s'attache à l'atténuation au changement climatique et à la conservation des ressources marines, la MAVA qui met l'accent sur la conservation et la biodiversité ou la fondation Prince Albert II de Monaco.

La liste détaillée des activités du Programme de travail 2012-2013 dont le financement n'est pas encore assuré figure en Annexe 1.

Appendice 1 – Analyse des financements extérieurs par donateur

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b	
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)				
1.1.1	Organes politiques du PAM/Convention de Barcelone et de ses Protocoles sont entièrement opérationnels et efficaces	1.1.1.1	Succès de la 17ème réunion des Parties contractantes; des salles de réunions appropriées et services du Secrétariat fournis; documents de travail mis à disposition des Parties en 4 langues de travail dans les délais; représentation appropriée assurée; traduction et publication des rapports dans 4 langues.	UC	0	350		350			Pays hôte	
1.1.2	Système des points focaux du PAM et des composantes pleinement aligné	1.1.2.1	Succès de la réunion des points focaux du PAM ; observation de progrès réalisés au cours de l'exercice biennal précédent; avant-projets de décisions thématiques décidés; révision du programme de travail et du budget	UC	0	50		50				
		1.1.2.3	Succès de la réunion des points focaux REMPEC	REMPEC	0	10		10			Pays hôte	
		1.1.2.4	Succès de la réunion conjointe des points focaux CAR/PB, CAR/PAP, CAR/INFO	PB	30	0				France		
		1.1.2.6	Succès de la réunion des points focaux CAR/PP	PP	50	0				Espagne		

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		1.1.2.7	Réalisation de la révision fonctionnelle intersystème	UC	0	30		30			
1.1.3	Organes consultatifs du PAM pour un développement durable pleinement opérationnel et efficace	1.1.3	Succès de la 15ème CMDD et de la réunion annuelle du Comité directeur; soumission des rapports à la 18ème Réunion des PC; rapports préparés et traduits, avancement de la mise ç jour et de la mise en oeuvre de la SMDD, mise en oeuvre des résultats méditerranéens partagés avec les membres de la CMDD , y compris le travail pour l'intégration de la PCD, économie verte et adaptation au changement climatique.	UC	0	60	60			EU (SWITCH MED)	
1.1.4	Evènements PAM verts	1.1.4	Tous les évènements du PAM et ses composantes sont organisés selon le critère de durabilité	PP	25	0			Espagne		
1.1.5	Approches intégrées et rationnelles dans la mise en œuvre des aspects	1.1.5.1	Garantie de la participation des parties pour la mise en œuvre de la feuille de route de l'Approche écosystémique (AE)	UC	0	260	260			EU (ECAP)	

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
	horizontaux et émergents	1.1.5.2	Suivi régulier des questions relatives à la gouvernance des hautes mers; préparation de documents politiques et conseils juridiques et techniques aux Parties contractantes, atelier sur l'établissement de rapports pour le processus régulier, travail du PAM sur la gouvernance des hautes mers projeté au niveau régional et mondial	UC	0	70		70			
		1.1.5.3	Gestion des énergies renouvelables et des techniques d'atténuation telles que la séquestration du carbone par les organes décideurs du PAM et liens établis avec les processus mondiaux; préparation de documents politiques et conseils juridiques et techniques aux Parties contractantes, finalisation de l'évaluation technique	UC	0	25		25			

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
		1.1.5.3	Gestion des énergies renouvelables et des techniques d'atténuation telles que la séquestration du carbone par les organes décideurs du PAM et liens établis avec les processus mondiaux; préparation de documents politiques et conseils juridiques et techniques aux Parties contractantes, finalisation de l'évaluation technique	MEDPOL	10	70		70	Espagne		Espagne, Pays contractants
		1.1.5.4	Compréhension et mise en œuvre de l'aménagement de l'espace marin de façon appropriée en ligne avec la GIZC, développement d'approches et synergies garanties avec d'autres organisations pertinentes	PAP	15	0			EU-IPA ADRIATIC CBC PROGRAMME: Shape		
1.1.6	Capacité améliorée pour la planification stratégique intégrée en utilisant la gestion axée sur les résultats	1.1.6	Capacité améliorée pour la planification stratégique intégrée en utilisant la gestion axée sur les résultats	UC	0	316.778		316.778			
1.1.7	Partenariats orientés sur les résultats établis avec les organisations internationales et de la société civile et les partenaires	1.1.7.1	Coopération interagence établie; Accords de collaboration existants avec des acteurs régionaux clés mis à jour et partagés avec le Bureau, activités conjointes avec les partenaires mises en	UC	0	5		5			

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
	du PAM		oeuvre s'il y a lieu.								
		1.1.7.3	Partenariat avec la BM CMIM pour une meilleure gouvernance de la Méditerranée	PB	112.32	702	702		Projet régional de gouvernance et de création de savoir	Projet régional de gouvernance et de création de savoir	
			<b>Sub-total (1.1)</b>		<b>242.320</b>	<b>1948.778</b>	<b>1022.000</b>	<b>926.778</b>			
1.2.1	Politiques régionales, directives et plans nécessaires pour la mise en œuvre effective de la Convention, des protocoles et des stratégies adoptés,	1.2.1.1	Mise à jour/développement des indicateurs de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable suite à l'évaluation de la mise en œuvre de la SMDD et à sa présentation lors de la 15ème réunion de la CMDD	PB	0	150	150			Projet régional de gouvernance et de création de savoir	

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
	mis à jour et mis en oeuvre.	1.2.1.2	Intégration du PCD et de l'économie verte dans la SMDD, y compris les indicateurs PCD, et coopération régionale à travers un dialogue des parties prenantes et la mobilisation d'autres acteurs dans le cadre de la CMDD se fondant également sur les expériences de la mise en oeuvre du PCD dans d'autres régions (SWITH-Asia) et préparant le Plan de mise en oeuvre pour les activités méditerranéennes SWITCH	UC	0	600	600			EU (SWITCH MED)	
		1.2.1.3	Préparation du Programme intégré de suivi fondé sur l'approche écosystémique	MEDPOL	0	200	200			EU (ECAP)	
		1.2.1.4	Déterminer le Bon état écologique (GES° et les objectifs dans le cadre de l'Approche écosystémique pour 10 objectifs écologiques, pilotage adapté et soutien du processus comme il convient et soutenir ce processus à travers une analyse socio-économique et des coûts de la dégradation environnementale	PB	0	150	150			EU (ECAP)	



No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		1.2.1.4	Déterminer le Bon état écologique (GES° et les objectifs dans le cadre de l'Approche écosystémique pour 10 objectifs écologiques, pilotage adapté et soutien du processus comme il convient et soutenir ce processus à travers une analyse socio-économique et des coûts de la dégradation environnementale	PB	100	500	500		EU FP7 (PERSEUS)	EU FP7 (PERSEUS)	
		1.2.1.4	Déterminer le Bon état écologique (GES° et les objectifs dans le cadre de l'Approche écosystémique pour 10 objectifs écologiques, pilotage adapté et soutien du processus comme il convient et soutenir ce processus à travers une analyse socio-économique et des coûts de la dégradation environnementale	UC et composantes du PAM	0	520	520			EU (ECAP)	
		1.2.1.5	Préparer la politique PAM selon l'évaluation de l'environnement marin et côtier en vertu de l'approche écosystémique et les procédés réguliers	UC	0	100	100			EU (ECAP)	

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		1.2.1.6	Evaluation des systèmes juridiques et administratifs nationaux, y compris l'autorisation, l'inspection, la préparation et les capacités de réponses disponibles dans la région méditerranéenne en ce qui concerne les activités offshore y compris la préparation d'un plan d'action pour la mise en oeuvre du Protocole "offshore"	UC	0	170	170			EU (ECAP)	
		1.2.1.7	Mise à jour du Programme stratégique afin de protéger la biodiversité marine et côtière (PAS BIO) avec le Plan d'action stratégique CDB pour la biodiversité 2011-2020 et l'approche écosystémique	ASP	0	30	30			EU (ECAP)	
		1.2.1.8	Évaluation de la mise en oeuvre du PAS MED par le biais des PAN et en tenant compte de l'application progressive de l'approche écosystémique	MEDPOL	0	10		10			
		1.2.1.9	Préparation d'un Plan régional détaillé sur les déchets marins incluant les coûts, objectifs, échéances et programmes de mesures dans le cadre de l'Article 15 du Protocole	MEDPOL	0	200		200			EU (ECAP)

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
			"tellurique"								
		1.2.1.9A	Exécution de certaines activités du Cadre stratégique de gestion des déchets marins	MEDPOL	0	160		160			EU
1.2.2	Aide aux pays afin de mettre en œuvre les politiques et directives régionales	1.2.2.10	Amélioration du contrôle du trafic maritime par le développement de la capacité du STM	REMPEC	189	0			EU (SAFEMED)		
		1.2.2.11	Amélioration de la sécurité maritime et de la prévention de la pollution	REMPEC	54	0			EU (SAFEMED)		
		1.2.2.2	Soutien dans l'application des Plans d'actions nationaux de PCD	PP	41	0			Espagne		
		1.2.2.3	Aider les pays à mettre en place les Plans régionaux adoptés dans le cadre de l'Art. 15 du Protocole "tellurique", mettre à jour si nécessaire les Plans régionaux adoptés et développer des PIN (plans nationaux de mise en oeuvre) dans le cadre de la Convention de Stockholm	PP	25	0			Espagne		

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		1.2.2.4	Assistance technique aux pays pour la mise en œuvre des Protocoles "déchets dangereux" et "immersions"	MEDPOL	0	60		60			Fonds mis à disposition via PP/CAR
		1.2.2.7	Pays prêts à se soumettre à une vérification de leur niveau de mise en œuvre des instruments obligatoires de l'OMI	REMPEC	55	0			EU (SAFEMED)		
		1.2.2.8	Préparation des États du pavillon à couvrir les obligations en vertu des Conventions de l'OMI	REMPEC	55	0			EU (SAFEMED)		
		1.2.2.9	Pays mieux préparés à exercer leurs fonctions d'États du port, renforcement du régime de contrôle des navires par l'État du port(PSC)	REMPEC	31	0			EU (SAFEMED)		
1.2.3	Réalisation de rapports et mise en œuvre efficaces	1.2.3.1	Recherches plus approfondies sur la mise en place par les PC des Directives sur les questions de responsabilités et de compensation conformément à la Décision IG 17/4 et les dispositions respectives de la Convention et du Protocole "offshore". Propositions concernant l'opportunité d'une action supplémentaire à la 18ème réunion des PC.	UC	0	40		40			

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
		1.2.3.2	Aider les pays à soumettre leur rapport en vertu de l'art. 26 de la Convention de Barcelone, fourniture de conseils juridiques et techniques, mise à jour du formulaire de rapport, mise en place d'une base de données et liens avec InforMEA sécurisés	INFO	15	0			Italie		
		1.2.3.3	3 ASPIM évaluées (Réserve marine Banc des Kabyles / îles Habibas / AMP de Portofino)	ASP	0	30		30			Pays ASPIM: Italie, Algérie
1.2.4	Mécanismes de respect des obligations et procédures pleinement opérationnelles	1.2.4.1	Succès de la réunion du Comité de respect des obligations (CC), situations de non-respect des obligations identifiées et traitées, assistance technique et juridique aux pays afin de surmonter les difficultés, conseil juridique fourni à l'Unité de coordination, présentation du rapport d'évaluation sur la mise en oeuvre de la Convention et de ses Protocoles au cours de la réunion des PC.	UC	0	120		120			
			<b>Sub-total (1.2)</b>		<b>565.000</b>	<b>3040.000</b>	<b>2420.000</b>	<b>620.000</b>			

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
1.3.1	Poursuite du développement d'INFO MAP y compris l'intégration de systèmes d'information des composantes PAM	1.3.1.1	Finalisation du noyau régional INFO MAP, modèle pour collecter les besoins des utilisateurs, préparation des lignes directrices techniques et du document d'analyse des besoins des utilisateurs, normes Infomap communes et partagées pour l'interopérabilité, services régionaux Infomap, centre de données, agora, portail partagé Infomap, finalisation des outils Web 2.0	INFO	493	0			Italie		
		1.3.1.2	Aide aux pays dans la mise en place de noyaux environnementaux nationaux d'infomap intégrés et partagés s'il y a lieu, préparation de la feuille de route nationale SEIS en 3 projets pilotes	INFO	0	375		375			
		1.3.1.3	Visite de pays, rapport d'analyse sur les besoins des utilisateurs, feuille de route spécifique à chaque pays	INFO	0	255		255			

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		1.3.1.4	Infrastructure de données spatiales InfoMAP, définition de cas d'utilisation pour le SDO fondés sur l'approche écosystémique, mettre en oeuvre des cas d'utilisation avec les Composantes et les pays, réalisation de test d'interopérabilité, préparation de lignes directrices techniques, apport d'aide, révision des outils existants et des moyens de surveillance et de vigilance de la mer Méditerranée et de ses côtes	INFO	180	75	50	25		EU (ECAP)	
		1.3.1.8	Gestion des bases de données MED POL, développement de SIG, maintenance du système Info	MEDPOL	0	100	100			Fonds mis à disposition via INFO/CAR	
		1.3.1.9	Analyse des besoins des utilisateurs pour l'intégration de la plateforme GIZC dans InfoMAP	INFO	95	20		20	Italie		
1.3.2	Mettre à jour et entretenir les sites du PAM et de ses composantes ainsi que les	1.3.2.2	Bibliothèque intégrée PAM/PNUJ en ligne, y compris sa maintenance (achat d'ouvrages et de périodiques)	UC	0	15		15			

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013				
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b	
	bibliothèques en ligne	1.3.2.3	Site MEDPOL efficace et mis à jour	MEDPOL	0	75	75			Fonds mis à disposition via INFO/CAR		
1.3.3	Partage et échange des connaissances	1.3.3.1	Rapport sur l'état de l'environnement 2013	UC	0	50		50				
		1.3.3.1	Rapport sur l'état de l'environnement 2013	ASP	0	30		30				
		1.3.3.10	Collecte et diffusion des résultats des projets de R&D relatifs à l'environnement marin et côtier, création périodique d'une newsletter	INFO	55	0				Italie		
		1.3.3.2	Developpement d'une plateforme de gouvernance de GIZC	PAP	92	0				EU-FP7: Pegaso		
		1.3.3.3	Synthèse du rapport d'évaluation, in introduction aux aspects juridiques et techniques du Protocole GIZC	PAP	20	0				EU-FP7: Pegaso		
		1.3.3.4	Renforcement des capacités sur le Protocole GIZC, y compris la réalisation d'une formation virtuelle MedOpen	PAP	12	0				EU-IPA ADRIATIC CBC PROGRAMME: Shape		
		1.3.3.5	Mise à jour de l'information sur le trafic maritime et comparaison des tendances de trafic avec les tendances précédentes	REMPEC	15	0				EU (SAFEMED)		
		1.3.3.6	Atelier de partage des leçons tirées de l'incident	REMPEC	0	70			70			



No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
			Deepwater Horizon								
		1.3.3.8	Creation of global communities interested in SCP, co-feeding, through on line interaction (more than 150 members participating) and effective dissemination and knowledge exchange on SCP among Mediterranean stakeholders and MAP components	PP	11	10		10	Espagne		
		1.3.3.8	Création de communautés mondiales intéressées dans la PCD, co-feeding, à travers une interaction en ligne (plus de 150 membres participant), diffusion efficace et échange de connaissances sur la PCD parmi les parties prenantes méditerranéennes et les composantes PAM	PP	11	10		10	Espagne		
1.3.4	Campagne d'une seule voix pour le PAM/PNUE	1.3.4.1	Présentation au cours du Rio+20 de la contribution du PAM et de la CMDD au développement durable (focalisation sur l'économie verte, la PCD et la gouvernance)	CU	0	15	15			EU (SWITCH MED)	
		1.3.4.3	Imatériel d'information sur la réduction de la pollution	MEDPOL	0	60		60			

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
		1.3.4.6	Organisation d'évènements environnementaux méditerranéens, diffusion des principaux projets réussis, participation aux évènements clés y compris à un évènement en marge de Rio+20, matériel relatif au projet MedPartnership, sensibilisation en ce qui concerne la biodiversité marine et côtière, le changement climatique et promotion de la Journée de la côte et le Protocole GIZC	PAP	81	104	104		EU-IPA ADRIATIC CBC PROGRAMM E: Shape	EU, ENPI (LITUSnostrum)	
			<b>Sub-total (1.3)</b>		<b>1,065.000</b>	<b>1,264.000</b>	<b>344.000</b>	<b>920.000</b>			
2.1.1	Mise en œuvre du Plan d'action du Protocole GIZC Aider les pays à préparer les Stratégies et Plans de GIZC	2.1.1	Stratégies et Plans nationaux de GIZC en Albanie, Monténégro, Algérie et Syrie; Cadre méthodologique interactif pour la GIZC, schéma pour les Stratégies GIZC adapté aux pays de l'Adriatique	PAP	30	350	350		EU-IPA ADRIATIC CBC PROGRAMM E: Shape	EU, ENPI (LITUSnostrum)	
2.1.2	Mise à jour et préparation des méthodologies de GIZC	2.1.2.1	Mise à jour des directives de GIZC, schéma pour les Stratégies et plans de GIZC, MSP, risques côtiers, changement climatique, gestion du paysage, tourisme, politiques foncières, capacité de charge. Analyse du changement	PAP	0	302	302			EU, ENPI (LITUSnostrum)	

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
			dans l'utilisation des terres grâce aux images satellites								
		2.1.2.2	Développement d'une méthode prospective territoriale participative.	PB	40	0			Projet « Pegaso »		
		2.1.2.3	GIZC indicateurs conformes à l'approche écosystémique élaborés et testés	PB	0	20	20			Projet « Pegaso »	
		2.1.2.3	GIZC indicateurs conformes à l'approche écosystémique élaborés et testés	PB	63	0			Projet « Pegaso »		
		2.1.2.6	La liste des ports qui seront équipés en priorité d'infrastructure d'accueil est établie	REMPEC	0	15	15			EU (SAFEMED)	
2.1.3	Mise en œuvre du Protocole GIZC à travers des initiatives spécifiques locales et politiques	2.1.3.1	Projets préparés et mis en oeuvre (PAC en Espagne, Italie, France, Monténégro, projet pilote sur les effets négatifs et MSP, capacité de charge, etc.) promotion de l'intégration des questions relatives à la biodiversité et à la PCD dans le processus de GIZC et les projets PAC	PP	18	20		20	Espagne		

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
		2.1.3.1	Projets préparés et mis en oeuvre (PAC en Espagne, Italie, France, Monténégro, projet pilote sur les effets négatifs et MSP, capacité de charge, etc.) promotion de l'intégration des questions relatives à la biodiversité et à la PCD dans le processus de GIZC et les projets PAC	PAP	10	1400	400	1000	EU-IPA ADRIATIC CBC PROGRAMME: Shape	EU, ENPI (LITUSnostrum)	FFEM (GEF france)
		2.1.3.2	Rapport d'évaluation sur la PAC et mise à jour du manuel PAC, organisation d'un atelier régional	PAP	0	30		30			
			<b>Sub-total (2.1)</b>		<b>161.000</b>	<b>2,137.000</b>	<b>1,087.000</b>	<b>1,050.000</b>			
3.1.1	Gestion fondée sur l'écosystème Évaluation de l'impact économique	3.1.1.1	Estimation de l'incidence économique des aires marines protégées sur le développement territorial.	PB	160	0			FFEM		
		3.1.1.2	Évaluation socio-économique conjointe avec le CGPM sur les activités de pêche dans les écosystèmes pélagiques et les habitats benthiques de profondeur (hautes mers y compris mers profondes); évaluation de la valeur économique des habitats pélagiques et en mer profonde	ASP	0	50	50			EU (ECAP)	
		3.1.1.3	Évaluation de l'impact économique de la pêche	PB	0	120		120			

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
			durable dans la mer Méditerranée								
			<b>Sub-total (3.1)</b>		<b>160.000</b>	<b>170.000</b>	<b>50.000</b>	<b>120.000</b>			
3.2.1	Assistance aux pays afin de réaliser des études de terrain, suivre et cartographier la biodiversité	3.2.1.1	Cartographie des prairies sous-marines et autres assemblages et habitats particulièrement importants pour l'environnement marin en Méditerranée, élaboration d'un atlas de la distribution des prairies sous-marines dans la mer Méditerranée	ASP	0	100		100			Fondation TOTAL
3.2.2	Assistance aux pays afin de mettre en œuvre les Plans d'action régionaux sur les espèces en voie de disparition	3.2.2.5	Élaboration de listes de références taxonomiques	ASP	0	40		40			Fondations privées
3.2.3	Assistance aux pays afin de mettre en œuvre la Convention pour la gestion des eaux de ballast (BWM)	3.2.3.1	D'avantage de sensibilisation et meilleure connaissance des dispositions de la Convention sur la gestion des eaux de ballast (BWM)	REMPEC	54	0			EU (SAFEMED)		
		3.2.3.2	Développement de Stratégies nationales de gestion des eaux de ballast	REMPEC	20	10	10		EU (SAFEMED)	OMI ITCP	
		3.2.3.3	Renforcement et harmonisation du personnel de surveillance	REMPEC	36	15	15		EU (SAFEMED)	OMI ITCP	

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
		3.2.3.4	Les Etats côtiers sont capables d'identifier rapidement les menaces possibles d'espèces exotiques invasives des navires entrants	REMPEC	0	50	50			OMI ITCP	
			<b>Sub-total (3.2)</b>		<b>110.000</b>	<b>215.000</b>	<b>75.000</b>	<b>140.000</b>			
3.3.1	Aider les pays à mettre en place des ASPIM	3.3.1.1	Des processus de consultation sont initiés et soutenus financièrement et techniquement	ASP	0	110	110			EU (ECAP)	
		3.3.1.2	Participation à des campagnes océanographiques en pleine mer, y compris en mers profondes, élaboration de plans de gestion fondés sur l'approche écosystémique, amélioration des connaissances, collecte de nouvelles données	ASP	0	150	150			EU (ECAP)	
		3.3.1.3	Soutenir le travail du groupe qui sera responsable de l'élaboration des rapports communs de présentation pour l'inclusion de zones dans la liste ASPIM, collecte des données existantes et réalisation de rapports de présentation	ASP	0	30	30			EU (ECAP)	

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
		3.3.1.4	Élaboration des plans de gestion fondés sur l'approche écosystémique pour deux ASPIM en haute mer et ses objectifs écologiques et opérationnels, y compris la mise en place des organes de gestion et du plan de surveillance; Plans et organes de gestion opérationnels.	ASP	0	200	200			EU (ECAP)	
3.3.2	Renforcement du réseau d'aires marines protégées	3.3.2.1	Mise en place de mécanismes de coordination pour la gestion des AMP régionales, mise en oeuvre de campagnes de sensibilisation, de communication et d'information	ASP	0	30		30			
			<b>Sub-total (3.3)</b>		<b>0.000</b>	<b>520.000</b>	<b>490.000</b>	<b>30.000</b>			
4.1.1	Réalisation d'évaluation de la pollution et soutien au pays pour la mise en oeuvre du programme de suivi	4.1.1.2	Aide apportée à 4 pays pour la mise en oeuvre de programmes nationaux de suivi	MEDPOL	0	200	200			EU (ECAP)	
		4.1.1.3	Assurance de la qualité des données en ce qui concerne l'analyse des eaux de baignade	MEDPOL	0	10	10			OMS	
		4.1.1.4	Evaluation des besoins nationaux pour le renforcement des capacités pour la mise en	MEDPOL	0	100	100			EU (ECAP)	

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
			œuvre du programme de suivi intégré d'ECAP								
4.1.2	Assistance technique au pays dans le domaine de la responsabilité et de l'indemnisation pour la pollution marine causée par les navires	4.1.2.1	Connaissances renforcées dans la gestion des demandes d'indemnisation relatives au déversement d'hydrocarbures	REMPEC	0	70	50	20		OMI ITCP	MOIG
		4.1.2.2	Amélioration de la sensibilisation et des connaissances sur la responsabilité des incidents de pollutions liées aux HNS.	REMPEC	54	0			EU (SAFEMED)		
4.1.3	Soutien aux pays dans le domaine de la préparation et de la réponse en cas d'incident de pollution marine	4.1.3.1	Augmentation du niveau de connaissance et de préparation au niveau national dans le domaine de la planification d'urgence	REMPEC	0	217.526	217.526			OMI ITCP, EU (POSOW)	
		4.1.3.5	Les Parties contractantes ont une approche commune à l'évaluation du risque	REMPEC	0	158.986	152.986	6		EU (MEDESS4MS)	OMI ITCP, IPIECA, MOIG, OGP
		4.1.3.6	Renforcement des connaissances sur la gestion des déchets et le développement d'un Plan national de gestion des déchets pétroliers	REMPEC	0	12		12			OMI ITCP, IPIECA, MOIG, OGP
			<b>Sub-total (4.1)</b>		<b>54.000</b>	<b>768.512</b>	<b>730.512</b>	<b>38.000</b>			



No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
4.2.1	Projet de démonstration de réduction de pollution, y compris la bonne gestion des POP	4.2.1.3	Identification et diffusion de MTD et MPE dans les secteurs d'activité de l'Egypte, du Maroc et de la Tunisie dans le cadre des Plans d'action régionaux (Projet BAT4MED)	PP	130	0			EU-FP7 BAT4MED projet		
		4.2.1.4	Assistance technique aux pays non visés par le BAT4MED dans l'application des MTD et MPE et les alternatives pour la prévention et la minimalisation de mercure, nouveaux POP et DBO dans le secteur alimentaire	PP	100	150		150	Espagne		EU-FP7 BAT4MED projet
		4.2.1.5	Assistance aux pays afin de réduire les POP involontaires, les gaz à effet de serre et les métaux lourds en développant/mettant à jour des MTD et MPE dans les secteurs économiques clés des pays méditerranéens	PP	40	110		110	Espagne		FEM
		4.2.1.6	Activités de sensibilisation et de renforcement des capacités et matériel pour assister les pays méditerranéens pour une bonne gestion des stocks de PCB dans les sociétés électriques nationales	PP	20	0			Espagne		

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
4.2.2	Mettre en place un IETMP	4.2.2	IETMP préparé dans deux pays supplémentaires	MEDPOL	0	105	105			Fonds mis à disposition via INFO/CAR + EU (SEIS)	
4.2.3	Gestion et maintenance des stations de traitement des eaux usées, y compris la gestion des aspects environnementaux et sanitaires en ce qui concerne les eaux de baignade et les établissements touristiques	4.2.3.1	Formation d'experts dans deux pays, préparation d'un rapport de durabilité	MEDPOL	0	20	20			OMS	
		4.2.3.2	Préparation de directives techniques sur les profils des plages	MEDPOL	0	10	10			OMS	
		4.2.3.3	Projets pilotes pour la mise en œuvre de lignes directrices sur les risques pour la santé environnementale dans les établissements touristiques	MEDPOL	0	10	10			OMS	
4.2.5	Promouvoir le suivi du respect des obligations et de l'application conformément aux dispositions des principales conventions maritimes internationales	4.2.5.1	Opérateurs de terminaux engagés dans un programme de sécurité	REMPEC	0	15		15			OCIFMF/ MOIG
		4.2.5.2	Echange d'informations et d'expériences entre les agents d'application de la loi afin de mieux appliquer l'Annexe I MARPOL	REMPEC	0	20		20			Projet « Méditerranée durable » Banque Mondiale
		4.2.5.3	Renforcement des connaissances du personnel de surveillance et harmonisation conformément à la Convention MARPOL	REMPEC	0	30		30			EU, OMI ITCP

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		4.2.5.4	Surveillance de la délégation de pouvoirs par les États du pavillon	REMPEC	84	0			EU (SAFEMED)		
		4.2.5.5	Renforcement et harmonisation des connaissances sur la mise en œuvre de la Convention AFS	REMPEC	0	24	24			OMI ITCP	
			<b>Sub-total (4.2)</b>		<b>374.000</b>	<b>494.000</b>	<b>169.000</b>	<b>325.000</b>			
5.1.1	Analyse des énergies marines renouvelables	5.1.1	Identification et estimation des énergies marines renouvelables exploitables	PP	0	320		320			BEI
5.1.2	Économie verte et PCD	5.1.2.1	De nouveaux entrepreneurs ont bénéficié d'une formation sur l'entreprenariat vert, les entrepreneurs verts ont bénéficié d'un soutien technique pour développer et étendre leurs projets et créer de nouvelles opportunités d'emplois verts, les entrepreneurs ont fait une demande pour des programmes de soutien financier et/technique	PP	282	0			Espagne		
		5.1.2.2	Plateforme régionale pour une compétitivité verte avec une base de données triée par des champs de recherche intelligents par secteurs et outil PCD. Vaste utilisation de la base de données. Sensibilisation	PP	124	0			Espagne		

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
			et échange de connaissances accrus parmi les parties prenantes méditerranéennes sur les bénéfices engendrés par un passage à la PCD								
		5.1.2.3	Fonctionnement d'un réseau d'Antennes locales pour la compétitivité verte et l'économie verte. Suivi systématique des initiatives de PCD et développement d'études de cas, diffusion d'études de cas sur la PCD	PP	240	0			Espagne		
		5.1.2.4	Prix pour l'innovation concernant l'économie verte attribué à une initiative de projet d'entreprenariat et diffusé parmi les pays méditerranéens	PP	84	0			Espagne		
		5.1.2.5	Audits de PC pour favoriser l'adoption de GRECO (compétitivité verte) en tant qu'outil destiné à favoriser le succès sur le marché mondial des sociétés méditerranéennes, identification des projets GRECO, mise en place des audits, PME postulant pour les mécanismes	PP	282	0			Espagne		

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
			financiers PP								
5.1.3	Activités de renforcement des capacités (RC) et projets pilotes sur la PCD	5.1.3.1	Méthodologie, directives et outils pour l'intégration de la PCD dans la méditerranée et activités pertinentes de renforcement des capacités (Switch MED)	PP	400	400	400		EU (SWITCH MED)	EU (SWITCH MED)	
		5.1.3.2	Connaissance accrue des représentants du secteur public, des entreprises et de la société civile sur la PP, la PCD, les marchés publics verts, green banking, emplois verts, empreinte carbone et hydrique	PP	140	0			EU (H2020)		
		5.1.3.3	Amélioration des conditions environnementales, économiques, sanitaires et sociales des collectivités locales, identification des opportunités de réplication, réduction des impacts sur l'environnement et des produits chimiques toxiques associés aux	PP	124	0			Espagne		

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
			domaines visés								
		5.1.3.3	Amélioration des conditions environnementales, économiques, sanitaires et sociales des collectivités locales, identification des opportunités de répliation, réduction des impacts sur l'environnement et des produits chimiques toxiques associés aux domaines visés	PP	124	0			Espagne		
		5.1.3.3	Amélioration des conditions environnementales, économiques, sanitaires et sociales des collectivités locales, identification des opportunités de répliation, réduction des impacts sur l'environnement et des produits chimiques toxiques associés aux domaines visés	PP	120	0			Espagne		

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		5.1.3.3	Amélioration des conditions environnementales, économiques, sanitaires et sociales des collectivités locales, identification des opportunités de répliation, réduction des impacts sur l'environnement et des produits chimiques toxiques associés aux domaines visés	PP	120	0			Espagne		
		5.1.3.3	Amélioration des conditions environnementales, économiques, sanitaires et sociales des collectivités locales, identification des opportunités de répliation, réduction des impacts sur l'environnement et des produits chimiques toxiques associés aux domaines visés	PP	120	0			Espagne		
		5.1.3.3	Amélioration des conditions environnementales, économiques, sanitaires et sociales des collectivités locales, identification des opportunités de répliation, réduction des impacts sur l'environnement et des produits chimiques toxiques associés aux	PP	120	0			Espagne		

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
			domaines visés								
		5.1.3.3	Amélioration des conditions environnementales, économiques, sanitaires et sociales des collectivités locales, identification des opportunités de répliation, réduction des impacts sur l'environnement et des produits chimiques toxiques associés aux domaines visés	PP	124	0			Espagne		
5.1.4	Responsabilisation de la société civile, des associations de consommateurs et des ONG sur la PCD et la prévention contre les POP	5.1.4.1	Augmentation de la sensibilisation de la société civile, bonne participation au Prix "Green shots", augmentation du contenu de Consumpediamed; visites et commentaires dans consumpediamed	PP	140	0			Espagne		
		5.1.4.2	Formation des jeunes dirigeants de la société civile sur les outils PCD pour la Méditerranée, réaliser un campus régional "Sans produits chimiques" et le reproduire dans un pays	PP	26	0			Espagne		



No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		5.1.4.3	Renforcement du rôle des ONG dans la sensibilisation de la population sur les POP; 2 ONG locales incluent les OPO dans leurs programmes et diffusent le matériel de sensibilisation à 200 personnes	PP	25	0			Espagne		
5.1.5	Renforcement des capacités afin de mettre en œuvre des Plans d'action nationaux sur les marchés publics durables au niveau local, régional ou national dans les pays méditerranéens	5.1.5.1	Aider les pays à développer et mettre en œuvre des Plans d'action nationaux sur les SPP, mise en œuvre du plan d'action national sur le moyen et le long terme	PP	83	0			Espagne		
5.1.6	Renforcement des capacités afin de mettre en œuvre des marchés publics durables et des campus verts dans les Universités	5.1.6.1	Les Universités méditerranéennes développement des plans afin de mettre en œuvre des marchés publics durables, les experts nationaux discutent et décident des plans et de leur mise en œuvre sur le moyen et long terme	PP	83	0			Espagne		

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
		5.1.6.2	Introduction de concepts PCD dans les programmes académiques (PCD, politiques environnementales et POP); programmes de stage activés avec les universités et les écoles de commerce, formation pour les étudiants en Master ou doctorat par des experts d'organisations académiques/ internationales	PP	83	0			Espagne		
		5.1.6.3	Implication renforcée des organisations et réseaux méditerranéens régionaux dans la PCD et gestion d'une chaîne d'approvisionnement, partenariats renforcés et signature de Protocoles d'entente, projets mis à jour conjointement	PP	41	0			Espagne		
			<b>Sub-total (5.1)</b>		<b>2,885.000</b>	<b>720.000</b>	<b>400.000</b>	<b>320.000</b>			
6.1.1	Analyse de l'impact du changement climatique	6.1.1.1	Concernant l'eau de surface. Estimation de la disponibilité des ressources en eau dans les districts hydrographiques méditerranéens en 2025 et 2050	PB	28	0			France		

No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
					EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)			
		6.1.1.3	Sensibilisation sur les éventuels effets du changement climatique sur le sort des POP dans l'environnement à travers les ateliers pour les décideurs, les ONG et autres parties prenantes	PP	17	0			Espagne		
		6.1.1.4	Développement et élaboration d'un programme d'aide aux pays afin d'aborder les questions relatives au CC et ses impacts sur les habitats naturels marins et les espèces menacées	ASP	0	60	60			Projet du FEM sur a variabilité climatique	
6.1.3	Élaboration d'indicateurs de changement climatique sur la biodiversité dans les aires spéciales protégées	6.1.3	Élaboration d'une première série d'indicateurs de l'impact du changement climatique dans les aires spéciales protégées en consultation avec les experts concernés	ASP	0	60		60			
6.1.4	Suivi du changement climatique	6.1.4.2	Meilleure connaissance des émissions actuelles rejetées par les navires dans la mer Méditerranée	REMPEC	0	20		20			
<b>Sub-total (6.1)</b>					<b>45.000</b>	<b>140.000</b>	<b>60.000</b>	<b>80.000</b>			

					2012-2013	2012-2013	2012-2013	2012-2013			
No	Activités principales	Résultat No	Description	Composante principale	EXT1	EXT2	EXT2 en cours de négociation (a)	EXT2 à mobiliser (b)	Donateur EXT1	Donateur EXT2a	Donateur potentiel EXT2b
6.2.1	Adoption et activités de suivi du cadre régional d'adaptation au cadre du changement climatique (à être complété par les actions en vertu de la proposition de projet sur la variabilité climatique en cours de finalisation pour un financement du FEM)	6.2.1	Mise en place d'actions clés pour inclure: introduction de mesures d'adaptation dans la planification de l'espace et des ressources en eau dans la zone côtière, cartes de vulnérabilité, programmes de sensibilisation pour les décideurs, les collectivités locales et la population dans son ensemble, et garantir que des systèmes d'alerte rapide sont en place pour prévoir des événements extrêmes	UC	0	635	635			Projet du FEM sur a variabilité climatique	
			<b>Sub-total (6.2)</b>		<b>0.000</b>	<b>635.000</b>	<b>635.000</b>	<b>0.000</b>			
6.3.1	Aide aux pays pour la gestion appropriée des activités de dessalement et de réutilisation des eaux usées	6.3.1.1	Nouvelles stations de dessalement gérées correctement	MEDPOL	0	60		60			EDS
			<b>Sub-total (6.3)</b>		<b>0.000</b>	<b>60.000</b>	<b>0.000</b>	<b>60.000</b>			
			<b>GRAND TOTAL</b>		<b>5661.320</b>	<b>12112.290</b>	<b>7482.512</b>	<b>4629.778</b>			